



Jeudi 22 Novembre 2012

Département de Seine-et-Marne - DGS / Service de la Documentation
INTRADOC77 – PRESSE N° 30609

Rythmes scolaires : la réforme ralentit le tempo

Reculade . La semaine de quatre jours et demi ne sera pas mise en place partout dès la rentrée 2013.

François Hollande a tranché à sa façon alambiquée : les écoliers français passeront à la semaine de quatre jours et demi, mais cela prendra deux ans. Le ministre de l'Education avait pourtant annoncé que cela se ferait dès la rentrée 2013. Le Président a préféré ménager les maires, qui demandaient un moratoire, et les enseignants, pas toujours emballés de venir travailler le mercredi matin sans contrepartie. Sa décision relance le scepticisme autour de la grande refondation annoncée de l'école.

«Vous me demandez que la réforme [des rythmes scolaires, ndr] prenne du temps. Je suis d'accord, elle s'étalera sur deux ans», a déclaré le chef de l'Etat mardi devant le 95e congrès des maires. Les communes qui pourront [passer à la semaine des quatre jours et demi] le feront dès 2013 et seront accompagnées, les autres prendront le temps nécessaire pour que nous puissions réussir cette réforme».

Transports.

Afin de motiver les troupes, le Président a annoncé un fonds de 250 millions d'euros pour aider les communes abandonnant la semaine de quatre jours dès septembre 2013 mais qui, trop pauvres, n'arriveraient pas, par exemple, à financer les transports pour amener les enfants le mercredi matin.

L'annonce a surpris. Le ministre Vincent Peillon, qui négocie cette réforme, n'est pas aux prises avec une fronde des maires. La plupart des élus, comme presque tous les acteurs de l'éducation, sont persuadés que les rythmes actuels sont mauvais - des journées trop chargées, une semaine déséquilibrée avec seulement quatre jours de classe, une année scolaire trop courte, etc.

Mais ils sont inquiets de l'impact de la réforme pour leurs finances. Si les journées de classe sont raccourcies et le mercredi matin travaillé, les villes devront prendre en charge les enfants en fin d'après-midi - selon le dernier scénario, elles devront organiser trois heures supplémentaires d'activités par semaine. Les communes rurales redoutent, en plus, de ne pas trouver assez d'animateurs formés. Arguant de ces difficultés, l'association des maires de France a estimé «que l'application de la réforme à la rentrée 2013 serait trop juste pour permettre de se préparer correctement» et demandé «un délai de deux ans».

François Hollande a sans doute été aussi sensible aux réticences du principal syndicat du primaire, le SNUipp. Dans un courrier à Jean-Marc Ayrault, son secrétaire général Sébastien Sihr a dénoncé une «réforme précipitée», risquant

d'engendrer «de nouvelles inégalités entre communes riches qui proposeront des activités intéressantes et communes pauvres qui ne feront que de la garderie». Au delà, les enseignants sont très partagés sur les quatre jours et demi, craignant d'y perdre : avec le mercredi matin, ils auront des coûts de transports et de gardes d'enfants supplémentaires.

«Enterrement».

L'annonce présidentielle inquiète les partisans de profonds changements à l'école, des rythmes mais aussi du métier enseignant, de la pédagogie... «On a du mal à croire que l'on n'assiste pas à un enterrement de la réforme des rythmes. Pour affronter les problèmes de notre école, il faut un courage politique ! s'inquiète Thierry Cadart du Sgen-CFDT, qui critique la méthode du ministre qui a voulu segmenter les sujets au risque de faire remonter les conservatismes et les intérêts de chacun.»

Peillon qualifiait hier l'annonce de Hollande de «véritable avancée», après avoir répété ces dernières semaines qu'il fallait passer aux quatre jours et demi dès la rentrée 2013.

Véronique Soulé, Véronique Soulé